NOMINATIONS

Par décret n° 91-2031 du 24 décembre 1991 :

Monsieur Abdellatif Kaâbachi, ingénieur principal, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Sousse.

Par décret n° 91-2032 du 24 décembre 1991 :

Monsieur Ali Brahem, ingénieur principal, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de l'Ariana.

Par décret n° 91-2033 du 24 décembre 1991 ;

Monsieur Abdelhamid El Ghali, ingénieur en chef, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Kairouan.

Par décret n° 91-2034 du 19 décembre 1991 :

Monsieur Hamrouni Hédi, ingénieur principal est chargé des fonctions de chef de service des laboratoires à la direction des sols relevant du ministère de l'agriculture.

Par décret n° 91-2035 du 19 décembre 1991 :

Monsieur Habib Douiri, médecin vétérinaire est chargé des fonctions de chef d'arrondissement de la production animale au commissariat régional au développement agricole de Zaghouan.

En cette qualité, l'intéressé bénéficie des avantages d'un chef de service d'administration centrale.

HOMOLOGATION

Arrêté du ministre de l'agriculture du 24 décembre 1991, portant homologation du plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Bou-Heurtma IV zone de Fadhloua.

Le ministre de l'agriculture;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 et notamment son article 16;

Vu la loi n° 77-17 du 16 mars 1977, portant création de l'agence de la réforme agraire des périmètres publics irrigués et notamment ses articles 13 et 14;

Vu le décret n° 77-628 du 1er août 1977, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'examiner les réclamations et observations soulevées par le plan de réaménagement des terres comprises dans les périmètres publics irrigués, modifié par le décret n° 78-813 du 1er septembre 1978;

Vu le décret n° 81-841 du 18 juin 1981, portant création d'un périmètre public irrigué à Bou-Heurtma IV;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1981 portant ouverture d'une zone de réaménagement foncier dans le périmètre public irrigué de Bou-Heurtma IV;

Vu l'avis de la commission sus-visée, chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres comprises dans les périmètres publics irrigués;

Arrête :

Article premier. — Est homologué le plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Bou-Heurtma IV, zone de Fadhloua, délégation de Jendouba, gouvernorat de Jendouba, établi dans le cadre de la réorganisation foncière dans les périmètres publics irrigués et annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté emporte transfert de la propriété interpartes.

Les privilèges, hypothèques et baux de toute nature portant sur une parcelle soumise au réaménagement foncier existant au moment de l'application du réaménagement sont transférés de droit sur la nouvelle parcelle reçue en échange par le débiteur ou bailleur.

Art. 3. — Le Président directeur général de l'agence de la réforme agraire des périmètres publics irrigués est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 24 décembre 1991.

Le ministre de l'agriculture
MOULDI ZOUAOU

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUI

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES

NOMINATIONS

Par décret n° 91-2036 du 24 décembre 1991 :

Monsieur Abdellatif Ayadi est nommé contrôleur général des domaines de l'Etat et des affaires foncières à compter du 1er décembre 1991.

Par décret n° 91-2037 du 24 décembre 1991 :

Sont nommés contrôleurs en chef des domaines de l'Etat et des affaires foncières à compter du 20 décembre 1991, Messieurs :

Habib Antit
Sadok Touati

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT

EXPROPRIATION

Décret n° 91-2038 du 24 décembre 1991, portant expropriation pour cause d'utilité publique d'immeubles sis à Tunis (gouvernorat de Tunis) nécessaires à l'aménagement de la Place Bab Saâdoun (Route X3) tronçon MC 130 (rue Habib Bougaffa).

Le Président de la République;

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières;

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'avis du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et du ministre de l'équipement et de l'habitat;

Décrète :

Article premier. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique au profit de l'Etat (le ministère de l'équipement et de l'habitat) et incorporés au domaine public routier les immeubles sis à Tunis nécessaires à l'aménagement de la Place Bab Saâdoun (route X3) entourée d'un liseré rouge sur les plans annexés au présent décret et indiqués au tableau ci-après :